



**PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE CÔTE D'IVOIRE**  
*Siège: Plateau, Bld Angoulvant, 5 Rue Thomasset, 2<sup>ème</sup> étage, Appt 305*  
17 BP 1096 Abidjan 17- Tel: 05718597 / 07310470  
E-mail: [pcrci@yahoo.fr](mailto:pcrci@yahoo.fr) / Site Web: [www.revolutionproletarienne.net](http://www.revolutionproletarienne.net)

Abidjan le 19 décembre 2019

## **Déclaration à l'occasion de la visite officielle du Président de la République française Emmanuel Macron du 20 au 22 décembre 2019 en Côte d'Ivoire**

Les peuples de Côte d'Ivoire ont été informés par le gouvernement ivoirien de la visite officielle du président français Emmanuel Macron du 20 au 22 décembre 2019 en terre ivoirienne. Au cours de cette visite le président français va entre autres, honorer de sa présence le lancement des travaux du nouveau marché de gros de Bouaké financé par l'Agence Française de Développement AFD, rendre hommage aux 9 soldats français tués en 2004 à Bouaké dans le bombardement de l'armée française interposée, partager le réveillon de Noël avec les militaires du 43<sup>ème</sup> BIMA, signer plusieurs accords économiques et militaires ; enfin, il s'entretiendra avec Alassane Ouattara sur les questions de la sécurité sous régionale.

Le PCRCI voudrait indiquer que cette visite qui a pour objectif primordial l'inspection de l'armée d'occupation stationnée à Port Bouet, l'hommage aux seuls soldats français tués dans une guerre où des milliers de soldats ivoiriens ont également été tués, « l'aide » militaire à la Côte d'Ivoire et aux pays de la sous région dans la guerre conduite par la France contre les djihadistes, cette visite disons nous, ressemble à une inspection d'un département de la France, à une visite d'évaluation des tâches confiées à un officier ou à un administrateur français. Le programme officiel de cette visite illustre éloquemment le fait que la Côte d'Ivoire est sous l'administration de l'impérialisme français au plan politique, militaire, économique et culturel.

Le PCRCI voudrait dire à Monsieur le Président de la république française que « l'aide » militaire de la France à la Côte d'Ivoire dans la crise de 2002 à 2011 a consisté à l'armement des rebelles, aux massacres de centaines de civils à l'Hôtel Ivoire, à la destruction de la flotte aérienne de l'armée ivoirienne en 2004, au bombardement du palais présidentiel en 2011, suivi de l'enlèvement du président Laurent Gbagbo et du ministre Blé Goudé pour les déporter à la Haye.

Le PCRCI voudrait également dire à Monsieur Macron que « l'aide » de la France aux pays du Sahel contre le terrorisme est une grosse escroquerie politique et morale. En réalité et des faits le démontrent, avec cette intervention la France accentue durablement sa présence dans ces pays dans le but de s'approprier les richesses. C'est à juste raison que le sentiment anti-impérialiste grandit dans ces pays et que les peuples exigent le départ de l'armée française.

Le PCRCI voudrait également relever que cette visite se tient à un moment où en Côte d'Ivoire, le pouvoir RHDP, après avoir imposé une constitution autocratique en 2016, caporalisé toutes les institutions sur la base de cette constitution, viole constamment les lois, empêche l'expression des revendications sociales et politiques, embastille des opposants et organise l'assassinat d'autres. Ce pouvoir s'apprête à s'imposer par la fraude à l'élection présidentielle d'octobre 2020. En effet, après avoir écarté l'opposition de la Commission Electorale, il projette d'éliminer ses adversaires par le tripatouillage des lois électorales et de la constitution qu'il a lui-même imposée. Aussi, cette visite qui survient à moins d'un an de ces élections, ressemble fort à un soutien politique du gouvernement Macron au pouvoir antidémocratique et dictatorial de Ouattara.

C'est pourquoi le PCRCI

- Dénonce cette visite qui est une honte pour la Côte d'Ivoire et pour le peuple de France, dénonce la main mise de la France impérialiste sur la Côte d'Ivoire
- Exige le retrait du sol ivoirien, de l'armée d'occupation française qui a organisé le renversement des Institutions de la République et l'enlèvement du Président Laurent GBAGBO et du ministre Charles Blé Goudé pour les déporter à la Haye, exige le retrait de l'armée française des pays du Sahel, exige l'arrêt de l'ingérence de la France dans les affaires de la Côte d'Ivoire
- Soutient les luttes des peuples des pays du Sahel contre la présence de l'armée française
- Appelle les peuples de Côte d'Ivoire à accentuer leurs combats contre l'impérialisme international, en particulier l'impérialisme français et ses serviteurs locaux, pour une Côte d'Ivoire libre, démocratique et moderne.

Achy Ekissi  
Secrétaire Général